

[Traduction]

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, quel qu'ait été le parti au pouvoir, le gouvernement du Canada peut se vanter d'avoir contribué à l'aide extérieure. Notre gouvernement a l'intention de continuer dans cette voie.

Lorsque mon collègue, le ministre des Finances, a fait son exposé à la Chambre jeudi soir, il a exprimé très clairement notre détermination à augmenter notre aide au développement de façon à atteindre 0.07 p. 100 de notre PNB. En raison de la grave situation économique dont notre gouvernement a hérité, nous avons été obligés de prolonger le délai que nous nous sommes fixés pour parvenir à notre objectif. Toutefois, nous respectons les obligations du Canada et nous continuerons à jouer le rôle de chef de file en contribuant au développement et en venant en aide aux pays victimes de désastres.

L'AIDE PRÉVUE

L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice): Monsieur le Président, comment le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il nous faire une telle déclaration aujourd'hui, alors que même si le 25 septembre, aux Nations Unies, il a promis solennellement au nom du gouvernement et de tous les Canadiens que nous atteindrions notre objectif de 0.07 p. 100 du PNB pour l'aide au développement d'ici 1990, cette date a été reportée à 1995 quelques semaines plus tard, et deux semaines après, les programmes d'aide aux pays en développement ont été réduits de près de 200 millions? Monsieur le Président, ne pensez-vous pas qu'en tenant des propos différents au Canada et à l'étranger, le nouveau gouvernement a porté atteinte à la crédibilité du gouvernement canadien?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, une des raisons pour lesquelles la crédibilité de notre gouvernement est beaucoup plus forte que celle du gouvernement dont le député faisait partie, c'est précisément que nous disons la même chose à l'étranger et au Canada.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Clark (Yellowhead): Et nous avons l'intention... Et nous avons démontré la pratique de dire la même chose en français qu'en anglais.

[Traduction]

J'ai déclaré aux Nations Unies que le gouvernement comptait atteindre son objectif d'ici 1990. Telle était alors notre intention, compte tenu de ce que nous savions de l'état des finances de notre pays. Nous n'avions pas encore mesuré toute la gravité de la situation financière dans laquelle l'ancien gouvernement avait plongé le pays. Nous avons donc employé des termes prudents, et dans l'exposé de mon collègue, le ministre des Finances, nous avons répété que nous nous engageons à poursuivre une progression régulière. Je rappelle à la Chambre

Questions orales

que l'aide extérieure du Canada va en augmentant et non pas en diminuant.

● (1420)

L'AIDE À L'AMÉRIQUE CENTRALE

L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice): Monsieur le Président, le député dit savoir de quoi il parle. Le 25 septembre, il a pris un engagement envers les Nations Unies au nom du gouvernement. Trois semaines plus tard, il a fait marche arrière parce qu'il n'a aucun poids au sein de son gouvernement. Si ce dernier réduit de 200 millions l'aide extérieure, je voudrais savoir s'il a l'intention de continuer dans cette voie. Le ministre a dit la semaine dernière que le gouvernement allait accroître l'aide à l'Afrique en raison de la famine. Le gouvernement a-t-il l'intention de réduire l'aide à l'Amérique latine, alors qu'une grave crise se prépare au Nicaragua? Le ministre ne croit-il pas qu'il aurait mieux fait de suivre de plus près...

M. le Président: A l'ordre. Je me permets de faire remarquer au député que j'ai entendu sa question supplémentaire et qu'il ne me paraît pas équitable d'inclure deux questions dans une troisième question supplémentaire.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je tiens à dire que le budget de l'aide extérieure n'a pas été réduit, mais accru. Cette année, le montant en sera plus élevé que l'année dernière.

Pour ce qui est du Nicaragua, j'ai eu ce matin l'occasion de rencontrer le député de Spadina qui vient de faire un voyage dans ce pays. Nous avons discuté du programme d'aide que le gouvernement envisage pour le Nicaragua. Il y a deux ou trois semaines, j'ai eu l'honneur d'apposer ma signature à un programme d'aide canadien de 7.5 millions de dollars qui permettra d'assurer des approvisionnements en eau potable au Nicaragua. Le Canada s'occupe de ses obligations dans le monde entier et nous avons l'intention de continuer à le faire.

Des voix: Bravo!

* * *

[Français]

LA RECHERCHE

LES COMPRESSIONS ANNONCÉES PAR LE GOUVERNEMENT—LA RÉGION DE QUÉBEC

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor.

Les villes du centre du Québec sont sans doute celles qui sont les plus affectées par les coupures annoncées dans l'exposé budgétaire du ministre des Finances: le laboratoire de recherche de Victoriaville, celui de Trois-Rivières et celui de Shawinigan. Le ministre pourrait-il dire ce qui arrive au sujet de l'Institut de recherche Maurice-Lamontagne, dans le Bas-du-Fluve, de même que du Centre de recherche optique qui avait été prévu pour la région de Québec?